

Programme de travail

2025



L'Europe en 2025 : s'unir ou se diviser ?

*« Aujourd'hui pour parler d'Europe, il faut partir du monde. »
Jacques Delors, 2022*

À l'aube de l'année 2025, l'Europe se trouve confrontée à une série de défis d'une complexité sans précédent. L'ombre d'un monde multipolaire, marqué par l'affaiblissement du multilatéralisme et des rivalités géopolitiques exacerbées, s'étend sur le projet européen. Entre la montée en puissance stratégique de la Chine, le retour à la Maison Blanche de Donald Trump, et les menaces d'escalade des conflits en Ukraine et au Moyen-Orient, les européens devront plus que jamais dans les mois qui viennent s'affirmer et faire entendre leurs voix dans ce désordre mondial. Quels que soient les sujets, les défis ou les risques, ils n'auront que 2 choix : affronter ou se résigner. Et, de ces choix, dépendront l'avenir de l'intégration européenne, la prospérité du continent, le bien-être et la sécurité des citoyens. Dans ce contexte, le choix de s'unir ou de se diviser résonne comme une question existentielle.

UN MOMENT CHARNIÈRE POUR L'UNION EUROPÉENNE

La compétitivité économique de l'Union européenne est mise à rude épreuve dans un contexte global marqué par des transitions énergétiques et technologiques rapides, des chaînes d'approvisionnement perturbées par la fragmentation du monde, les crises et les conflits et une concurrence internationale exacerbée. Les rapports Draghi et Letta ont récemment mis en lumière la nécessité pour l'Europe de finaliser le marché unique, de renforcer sa capacité d'investissement en mobilisant à grande échelle les capitaux publics et privés et en réformant des institutions clés comme la Banque Européenne d'Investissement. Par ailleurs, le rapport Letta souligne que l'achèvement du marché unique, en particulier dans des secteurs stratégiques tels que les télécommunications, la défense et les transports, est indispensable pour réindustrialiser l'Europe et redynamiser son tissu économique. Les européens seront-ils au rendez-vous de ces défis ?

La déclaration de Budapest, adoptée par les chefs d'État européens, en marge du sommet informel de novembre dernier, alerte sur le risque de marginalisation économique de l'Europe si elle ne parvient pas à définir une stratégie commune face aux avancées technologiques rapides des États-Unis et de la Chine. Elle appelle à une accélération des politiques de convergence et à la création d'instruments européens ambitieux, tels qu'un fonds dédié à la compétitivité et une Union de l'épargne et des investissements.

L'année 2025 marque aussi un tournant avec l'installation de la nouvelle Commission et le début des travaux du parlement élu en juin. La mise en œuvre du nouveau Pacte de stabilité et de croissance offre une opportunité unique de refonder les politiques écono-

miques et budgétaires de l'Union. Parallèlement, des échéances électorales majeures en Pologne et en Allemagne, ainsi que les débats autour du prochain cadre financier pluriannuel, viendront façonner les priorités politiques et économiques des années à venir. Ces dynamiques internes s'inscrivent dans un cadre international troublé, où l'Union doit concilier souveraineté et ouverture, autonomie stratégique et coopération multilatérale.

UN MONDE POLARISÉ ET DES TENSIONS GÉOPOLITIQUES EXACERBÉES

Le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis pourrait marquer un tournant dans les relations transatlantiques et la guerre en Ukraine qu'il a promis de régler en 24 heures. La guerre en Ukraine continue en effet de redéfinir les priorités de sécurité et de défense de l'Union européenne. À la différence de Donald Trump, les européens n'ont aucun intérêt à une paix à tout prix et qui n'offrirait pas des garanties de sécurité claires aux Ukrainiens. Par ailleurs, les risques d'escalade persistent, mettant à rude épreuve la solidarité européenne et les capacités de gestion des crises. D'autre part, la politique du nouveau président, centrée sur une vision nationaliste et protectionniste afin de rendre à l'Amérique toute sa puissance (Make America Great Again), creusera inévitablement les divisions entre l'Europe et son principal allié historique. S'il met en place les droits de douane promis, elle conduira aussi à affaiblir l'économie européenne en la privant d'un marché clé, tout en accentuant les rivalités économiques et stratégiques avec la Chine. Dans ce contexte, le monde se polarise entre blocs rivaux, tandis que le multilatéralisme, jadis garant de stabilité, s'effrite face à l'instrumentalisation des institutions internationales par les grandes puissances.

L'EUROPE FACE À UNE FRAGMENTATION MONDIALE

Ces dynamiques imposent à l'Union européenne de repenser son positionnement dans un monde de plus en plus fragmenté. Les tensions entre découplage et dérisquage (decoupling vs de-risking) dans les relations économiques internationales illustrent l'équilibre délicat que l'Europe doit trouver entre autonomie stratégique et interdépendance globale. À l'heure où les États-Unis, la Chine et d'autres acteurs adoptent des politiques agressives pour protéger leurs intérêts, l'Union européenne devra non seulement renforcer sa résilience économique et sécuritaire, mais aussi affirmer sa capacité à agir comme un pôle stabilisateur dans ce monde polarisé.

LES AXES STRUCTURANTS DU PROGRAMME DE TRAVAIL 2025

Pour répondre à ces défis, le programme de travail de l'Institut Jacques Delors s'articule autour de quatre axes majeurs :

1. L'Europe et le monde : décliner souveraineté et ouverture

Face à l'érosion du multilatéralisme et à la fragmentation des chaînes d'approvisionnement, l'Union doit redéfinir sa souveraineté dans une perspective ouverte. Cet axe explorera comment renforcer les capacités industrielles et technologiques européennes tout en nouant des partenariats stratégiques. La lutte contre le changement climatique, les enjeux de sécurité économique et la stabilisation des relations avec des partenaires mondiaux comme la Chine et les États-Unis seront au cœur des travaux.

2. L'Europe compétitive et inclusive

Alors que la transition énergétique et numérique redessine les contours de l'économie mondiale, l'Europe doit promouvoir un modèle de croissance équitable et soutenable. Cet axe se penchera sur la réindustrialisation, la résilience des chaînes de valeur, et la

lutte contre les inégalités, afin d'assurer une prospérité partagée entre les citoyens et les régions européennes.

3. L'Europe libre et démocratique

Dans un contexte de montée des populismes et d'érosion de la confiance citoyenne, cet axe portera sur les moyens de protéger les valeurs fondamentales de l'Union : l'État de droit, les médias indépendants et la démocratie participative. La défense des droits humains et des institutions démocratiques sera primordiale pour préserver la cohésion interne de l'Union.

4. L'Europe pour la jeunesse et la culture

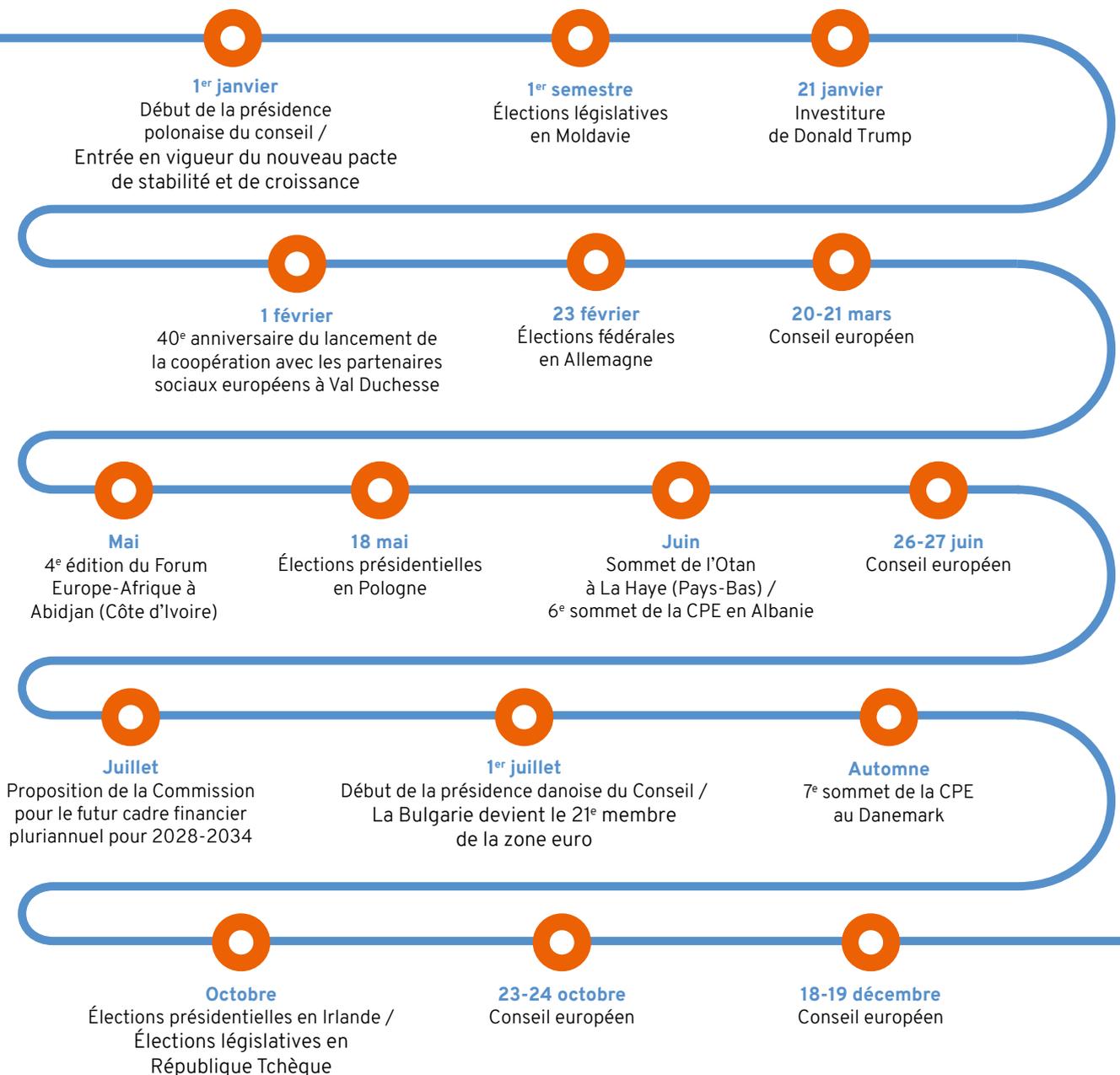
Convaincus que la jeunesse et la culture sont les moteurs de l'Europe de demain, cet axe vise à promouvoir l'éducation, la mobilité et l'innovation culturelle. Ces initiatives renforceront le sentiment d'appartenance européenne tout en offrant des perspectives concrètes aux jeunes générations.

UN CADRE DE RÉFLEXION POUR L'AVENIR

Ce programme de travail 2025 se veut à la fois ambitieux et pragmatique. Il repose sur une approche multidimensionnelle, combinant recherche, dialogue politique et sensibilisation du public. À travers des analyses approfondies et des recommandations opérationnelles, l'Institut Jacques Delors entend contribuer à relever les défis de l'Union européenne, en répondant à la question fondamentale qui sous-tend l'année à venir : l'Europe saura-t-elle s'unir pour affronter ces crises ou cédera-t-elle aux divisions internes et aux pressions extérieures ? Ce choix déterminera non seulement son avenir, mais aussi son rôle dans le concert des Nations.

Sylvie Matelly, Directrice

L'année européenne 2025 en 1 coup d'œil



Programme de travail 2025 en 1 coup d'œil

L'EUROPE ET LE MONDE : DÉCLINER SOUVERAINETÉ ET OUVERTURE

COMMERCE ET SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE

DÉFENSE EUROPÉENNE

GROUPES DE TRAVAIL GÉOPOLITIQUE ET MIGRATIONS

REGARDS CROISÉS AFRIQUE / EUROPE

NOTRE EUROPE

Institut Jacques Delors

Thinking Europe • Penser l'Europe • Europa denken

L'EUROPE COMPÉTITIVE ET DURABLE

JDEC — JACQUES DELORS ENERGY CENTRE



- TRANSITION ÉNERGÉTIQUE, SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT, RÉSILIENCE
- RATTRAPAGE, COMPÉTITIVITÉ, RÉINDUSTRIALISATION
- DÉFIS SOCIAUX

L'EUROPE LIBRE ET DÉMOCRATIQUE

OBSERVATOIRE POLITIQUE DU PARLEMENT EUROPÉEN



L'EUROPE POUR LA JEUNESSE ET LA CULTURE





L'Europe et le monde : décliner sécurité, souveraineté et ouverture

Dans un contexte international marqué par des rivalités croissantes et un affaiblissement du multilatéralisme, l'Union européenne doit se penser un rôle sur la scène mondiale. Face à une Chine dont la montée en puissance technologique, commerciale et stratégique s'est accélérée ces dernières années et à des États-Unis toujours plus offensifs, la souveraineté d'une Europe grande puissance commerciale ne peut se réduire à une autarcie. Elle doit s'articuler avec une ouverture stratégique, des partenariats globaux et une bonne compréhension des intérêts communs européens. Cela implique le renforcement des capacités industrielles et technologiques européennes, la sécurisation des chaînes d'approvisionnement, mais aussi un engagement renouvelé dans la lutte contre le changement climatique et la promotion des droits humains. Cet axe s'efforcera de tracer les contours d'une souveraineté ouverte, conciliant autonomie stratégique et coopération internationale. Il interroge les interactions entre l'intégration, les décisions européennes et les enjeux internationaux, les relations de l'Europe au reste du monde, la perception de l'Europe dans le monde et du monde par l'Europe, son rôle et sa place.

I L'UE en quête d'une politique commerciale incluant les enjeux de sécurité économique

Reprenant une recommandation de l'Institut en février 2024¹, la présidente de la Commission a créé un poste de Commissaire au commerce et à la sécurité économique, sous la vice-présidence d'un Commissaire à l'industrie. L'élaboration d'une doctrine européenne de sécurité économique va exiger une coordination étroite de plusieurs politiques et instruments. Elle implique plusieurs Directions générales et porte sur des expertises pour lesquelles l'IJD a des ressources dans son équipe permanente et son réseau de chercheurs associés ainsi que dans son groupe de travail UE-Chine et le réseau des « trois sœurs ». Dans cette perspective, l'IJD a élaboré un programme de travail qui vise à coordonner ces expertises à partir de plusieurs axes :

- **L'électrification de l'industrie automobile européenne ou le trilemme de la décarbonation, de la compétitivité et de la sécurité économique.** Ce projet mené en partenariat avec Sciences Po depuis juin 2024 pour l'Association des constructeurs automobiles européens (ACEA) a conduit à mener plus de 70 entretiens avec des constructeurs, équipementiers et experts de la filière, euro-

péens, chinois et américains). Il a permis de créer un réseau de parties prenantes qui ont été impliquées dans une série de débats (15 octobre à Paris avec des conseillers économiques nationaux FR/AL/ES/IT, 22 octobre à Strasbourg avec des députés européens, 5 novembre à Pékin avec le think tank Center for China in Globalisation). Le rapport qui présente un ensemble de recommandations réglementaires, de politiques commerciale et industrielle et d'investissements dans les infrastructures sera publié en décembre 2024 et également présenté à Washington en février 2025 et dans plusieurs capitales européennes début 2025. Il contribue au « Dialogue stratégique sur le futur de l'industrie automobile » que la Commission européenne a décidé d'engager en 2025. La méthode engagée pourrait être répliquée pour d'autres secteurs industriels exposés aux mêmes enjeux.

- **Dialogue Track 1.5 sur le renforcement des chaînes de valeur des batteries entre l'UE, le Japon et la Corée du Sud.**

La sécurisation des approvisionnements en composants stratégiques est décisive pour réduire la dépendance critique de l'UE à la Chine. Partant de cet enjeu sectoriel, ce dialogue pourra porter sur d'autres enjeux de sécurité économique pour favoriser un rapprochement stratégique des puissances moyennes face aux initiatives sino-américaines. Partenaires potentiels : *Japan Economic Foundation* (JEF), JETRO Paris, Institut Coréen de politique économique internationale (KIEP), *Hinrich Foundation* (Singapour).

- **Dialogue bilatéral franco-allemand sur la définition d'une doctrine européenne de sécurité économique, organisé en partenariat avec le Jacques Delors Centre de Berlin :** série de rencontres bilatérales avec différents niveaux d'acteurs publics et privés, visant à croiser les analyses et à bâtir en commun des recommandations à travers des publications conjointes. Ce dialogue portera sur les trois piliers de la "promotion, protection et des partenariats" de la stratégie européenne en prêtant une attention particulière aux enjeux de coordination

des États membres lorsque des compétences nationales sont en jeu. Il abordera les intérêts de long terme (renforcement des capacités d'innovation dans l'industrie de défense, l'industries verte et l'industrie digitale ; diversification des échanges et sécurisation des approvisionnements stratégiques), la réponse au risque croissant de coercition économique ciblant les dépendances commerciales et en matière de garanties de sécurité, ainsi que les aménagements institutionnels nécessaires à la mise en place d'une stratégie européenne de sécurité économique.

- **La coopération transatlantique à l'épreuve d'une nouvelle administration Trump, et la recherche d'un nouvel équilibre entre autonomie stratégique et coordination transatlantique en matière de sécurité économique.**

- “Decoupling” vs “de-risking” : un policy paper portera sur la comparaison de la taille du « yard »/périmètre de la sécurité économique entre les États-Unis et l'UE.
- Un policy brief portera sur l'enjeu des règles d'origine et des exigences de contenu local.
- Un policy paper portera sur la convergence/divergence entre l'UE et les États-Unis sur les questions numériques (notamment antitrust, réglementation, fiscalité, commerce).

- **La relation UE-Chine.**

Les travaux du **groupe de travail UE-Chine**, piloté par Sylvie Bermann et Elvire Fabry, avaient permis d'aboutir à un second rapport « **UE-Chine entre de-risking et coopération : scénarios à l'horizon 2035** » en novembre 2023. Le groupe assurera une veille des initiatives prises par la Chine en réponse aux mesures de Donald Trump et de leurs implications possibles pour l'UE. Alors que les tensions vont s'accroître entre les États-Unis et la Chine, un risque d'escalade de mesures de rétorsion tout autant que celui d'un accord bilatéral signé aux dépens des intérêts européens feront l'objet d'une vigilance spécifique. Le groupe élaborera une matrice des principaux facteurs d'évolution à surveiller pour adresser

des recommandations sur les conditions d'une coexistence stratégique.

- **Engagement avec les pays du sud :**

Les pays du sud sont les plus exposés à la fragmentation du commerce international et l'érosion des règles multilatérales. Cet axe de travail portera sur la nouvelle génération d'accords qui pourrait être envisagée avec les pays du Sud pour assurer la sécurisation des approvisionnements critiques et la diversification des échanges commerciaux européens.

Cf. octobre 2025 : Dialogue ASEAN-UE sur la sécurité économique – Discussions avec des pays comme l'Indonésie sur la coopération économique dans l'Indopacifique. Partenariat possible : ERIA.

- **Global Trade Series:** série de podcast lancée et financée par AIG entre 2020 et 2024, à poursuivre avec Rem Korteweg (Clingendael) et un nouveau sponsor en l'orientant sur la sécurité économique, afin de préserver un réseau d'experts de politique commerciale répartis aux États-Unis, en Europe et au Japon.

I Penser l'Europe géopolitique

Le groupe de travail, créé et présidée par Nicole Gnesotto, réfléchit et étudie la position que pourrait et/ou devrait adopter l'UE face aux chocs internationaux rythmant les années 2020, depuis les conflits au voisinage de l'Europe aux conséquences du réchauffement climatique ou de l'affirmation de certains pays sur la scène internationale. Alors que les élections européennes de juin ont renouvelé les institutions européennes, le retour de Donald Trump à la présidence des États-Unis, la poursuite ou non de la guerre en Ukraine, la déstabilisation du Moyen-Orient renforcent plus que jamais le besoin d'une Europe géopolitique, capable d'affronter ou pas ces défis, de construire un rapport de force à même de lui donner les capacités de défendre un intérêt européen qu'elle aura su définir. Le groupe de travail se propose de publier 5 articles qui, sur 5 grands défis européens, identifie-

ront les alternatives auxquelles font face les européens, l'intérêt et les limites de chaque alternative.

Par ailleurs, l'institut poursuivra la publication de blogposts mensuels sur l'actualité géopolitique de l'UE.

I Renforcer la défense européenne

En 2025, l'Union européenne doit impérativement poursuivre ses initiatives et investissements en matière de défense pour répondre à des enjeux stratégiques croissants. La sécurité de ses citoyens et la protection de ses frontières dépendent de sa capacité à s'adapter aux menaces hybrides, cyberattaques et conflits géopolitiques. Renforcer la souveraineté européenne passe par une coopération accrue entre États membres, notamment à travers des programmes communs comme le Fonds européen de la défense. Ces investissements soutiennent également l'innovation technologique et la compétitivité industrielle, créant des synergies entre défense et développement économique. En outre, une Europe forte sur le plan de la défense est un partenaire crédible sur la scène internationale, capable de promouvoir la stabilité et la paix. Enfin, cette dynamique doit s'accompagner d'une prise en compte des exigences environnementales et éthiques, en ligne avec les priorités européennes de durabilité et de responsabilité globale.

Dans cette optique, l'Institut Jacques Delors prévoit de réaliser plusieurs travaux :

- Un article sur le pilier européen de l'OTAN
- Un brief sur les politiques et dernières initiatives de l'UE en matière de cybersécurité et de protection des données
- Un policy paper sur l'enjeu d'un fonds de souveraineté pour financer l'industrie de défense européenne ;
- Un policy paper sur un marché commun de défense
- Des briefs sur les initiatives et débats européens dans ce domaine

I L'Europe face au défi des migrations

Le **groupe de travail** coordonné par Jérôme Vignon approfondira plusieurs sujets de recherche autour de la mise en œuvre du nouveau Pacte sur la migration et l'asile. L'accent sera mis sur la définition de nouvelles dimensions de la solidarité dépassant celles déjà mises sur la table par la Commission et le Conseil ces dernières années. Le groupe poursuivra également son travail de veille au jour le jour et intégrera de nouveaux membres européens. Une note sera rédigée en vue d'une nouvelle approche du pilotage européen des migrations légales, visant un « dialogue migratoire » entre l'UE et ses partenaires, impliquant un rôle pour les diasporas.

I Regards croisés Afrique / Europe

Cette année encore nous poursuivons notre collaboration avec Wathi, le think tank Ouest Africain dirigé par Gilles Yabi. En 2024, nous avons co-organisé deux webinaires sur les démocraties et les conséquences des élections américaines. En 2025, nous comptons aborder les enjeux liés au cybermenaces et cyberattaques ainsi que la question de la lutte contre le changement climatique dans la perspective de la COP30 qui marquera le 15^e anniversaire des accords de Paris et sera organisée par le Brésil.

L'Europe compétitive et durable

En avril 2024, Enrico Letta présentait son rapport « Bien plus qu'un marché », il y expliquait que le marché unique avait été créé pour renforcer l'intégration européenne en éliminant les barrières commerciales, en garantissant une concurrence équitable et en promouvant la coopération et la solidarité entre les États membres. Il a facilité la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux grâce à l'harmonisation et à la reconnaissance mutuelle, renforçant ainsi la concurrence et favorisant l'innovation. En outre, pour garantir que toutes les régions puissent bénéficier de manière égale des opportunités de marché, des fonds de cohésion ont été introduits. Cette approche globale a joué un rôle essentiel dans la promotion de l'intégration économique et du développement dans l'ensemble de l'UE.

À l'heure où les européens sont confrontés à des défis tant intérieurs (décrochage économique et technologique, élargissement) qu'internationaux (transitions numériques et technologiques, sécurité des approvisionnements, concurrence exacerbée, protectionnisme, guerres et instabilités géopolitiques), l'Europe doit se renforcer et pour se faire, elle doit œuvrer à accroître sa performance économique tout en renforçant la justice sociale. Face aux transitions numérique et écologique, l'Union doit promouvoir un modèle de croissance soutenable et équitable. Cela passe par des investissements massifs dans l'innovation et la formation, une régu-

lation favorisant des marchés compétitifs et justes, ainsi que des politiques redistributives qui réduisent les inégalités entre les régions et les citoyens. Ce sont sur ces différents sujets que l'IJD compte travailler en 2025.

I Transition énergétique, sécurité d'approvisionnement, résilience

La transition énergétique requiert une transformation systémique sans précédent de nos économies et de nos sociétés, qui fonctionnent encore principalement avec les énergies fossiles. Cette transition doit résorber les inégalités sociales existantes, sous peine d'être contestée, voire rejetée par les citoyens (mouvement des gilets jaunes en France ou colère des agriculteurs partout en Europe). Pour faire de cette transition un succès à la fois climatique, socio-économique, industriel et géopolitique de l'Union européenne, il est essentiel de bien articuler les mesures de court-terme (soutien ciblé des consommateurs et des entreprises vulnérables, promotion d'une politique de sobriété), avec les mesures de moyen à long-terme (investissements dans les énergies renouvelables, dans les mesures d'efficacité énergétique, ou encore dans des infrastructures). Il faut aussi en faire l'opportunité d'améliorer la vie quotidienne de tous, grâce à la rénovation thermique des bâtiments, en repensant nos modes de mobilité ou encore

en démocratisant l'accès à des moyens de production d'énergies renouvelables au niveau local. Des changements de cette ampleur nécessitent aussi une réelle participation de tous les acteurs au débat public et à la prise de décision, du simple citoyen (par exemple au

travers de conventions citoyennes), aux autorités locales, en passant par les syndicats et les organisations de la société civile. De nouveaux rapports à l'énergie sont donc nécessaires mais les faire émerger exige d'identifier les obstacles à leur déploiement.

Le Centre énergie



La transition énergétique est un enjeu vital pour l'avenir de l'Europe. Fondé en 2018 pour mieux définir le contenu et les actions en faveur d'une transition énergétique au service de tous les Européens, le JACQUES DELORS ENERGY CENTRE (JDEC) :

- fournit aux décideurs, nationaux et européens, des éclairages sur les enjeux de la transition énergétique,
- formule des recommandations de politiques à mettre en œuvre par les autorités publiques.

Le JDEC s'inscrit dans la continuité des travaux de l'Institut Jacques Delors. C'est en effet Jacques Delors qui a impulsé, avec le Président du Parlement européen Jerzy Buzek, ce qu'est aujourd'hui l'Union de l'énergie. Depuis 2015, l'Union européenne entend promouvoir une approche globale de la transition énergétique qui permet le développement d'un système énergétique mettant le citoyen-consommateur au centre. L'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, les solutions de mobilités propres, l'innovation, l'investissement et la justice sociale sont les ingrédients essentiels d'une transition énergétique qui protège les Européens face aux changements climatiques ou à la précarité énergétique, aide les entreprises européennes à devenir les leaders mondiaux de la transition énergétique, crée des emplois de qualité dans les secteurs d'avenir de la transition énergétique, modernise la démocratie aux niveaux locaux, nationaux et européens.

L'année 2025 sera marquée en Europe par le début des travaux de la nouvelle Commission. Le *Clean Industrial Deal*, paquet législatif contenant notamment un plan pour l'électrification, l'acte pour la décarbonation de l'industrie, le fonds pour la compétitivité, l'initiative sur la baisse des prix de l'énergie, devrait être présenté avant le printemps (100 premiers jours de la Commission précise la lettre de mission). Sera également discuté, l'adoption d'un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2040 (-90% par rapport à 1990). Enfin, le Parlement européen aura la responsabilité de prévenir la survenance d'un détricotage des normes écologiques contenues au sein du Pacte vert européen. Ce dernier devra donc autant voir son ambition être sauvegardée que mise en œuvre en France en Europe (implémentation et déclinaison). Le centre énergie (JDEC) tra-

vaillera notamment sur la transposition du fonds social climat et du second marché carbone sur les transports et le bâtiment (ETS2) devant respectivement être opérationnels pour 2026 et 2027. Le JDEC proposera des pistes de réformes afin d'améliorer l'efficacité dudit marché au niveau européen et des mécanismes de redistribution au niveau national. En parallèle, le JDEC documentera afin d'objectiver une éventuelle perte d'influence de la France au niveau européen concernant les sujets en lien avec l'énergie et le climat et formulera des recommandations pour y remédier le cas échéant. Enfin, le centre énergie travaillera sur le verdissement de la politique industrielle. Au niveau national en opérant des réflexions sur les déterminants permettant d'accélérer l'électrification de l'industrie lourde. Au niveau européen, dans le cadre du Clean Industrial Deal, en formulant

des propositions afin que le cadre financier et réglementaire soit équilibré, favorable au soutien des technologies vertes innovantes.

I Rattrapage, compétitivité, réindustrialisation : quel modèle européen ?

Le Marché Unique a été dès son origine un formidable moteur pour l'économie européenne, ainsi qu'un puissant facteur d'attractivité. Aujourd'hui encore, il continue d'être la pierre angulaire de l'intégration et des valeurs européennes, servant de puissant catalyseur de croissance, de prospérité et de solidarité. Cependant, la mondialisation est questionnée et remise en cause, les révolutions énergétiques et digitales redéfinissent les contours de nos économies et le changement climatique impose de repenser nos trajectoires de croissance. Le marché unique reste quant à lui inachevé et pour dépasser cela, Enrico Letta proposait dans le cadre de son rapport de créer enfin, une Union de l'épargne et des investissements, de réformer la politique de cohésion autour de la liberté de rester et du rôle des services d'intérêt généraux, de pousser l'intégration de marchés restant encore fragmentés (télécom, défense) ou d'investir dans une politique européenne des transports avec la création du network de train à grande vitesse. L'IJD creusera ces différentes propositions en 2025 tout en continuant à travailler sur des sujets clés comme la politique industrielle, le renforcement de la gouvernance et de la résilience face aux crises (projet REGROUP) ou encore la définition du prochain cadre financier pluriannuel autour en particulier de la poursuite des travaux sur le coût de l'élargissement.

POLITIQUE INDUSTRIELLE ET DE COMPÉTITIVITÉ

Au cours des dernières années, le cadre existant de la politique européenne de la concurrence a été considérablement assoupli, permettant une politique industrielle plus active, notamment par l'utilisation d'aides d'État nationales. Plusieurs instruments ont été développés ou flexibilisés :

- Depuis 2018, les projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) ont conduit à la création de six projets (dont deux PIIEC sur les batteries et deux PIIEC sur l'hydrogène) et plusieurs autres projets sont en cours de planification ou de notification. Une enveloppe financière de 26,7 milliards d'euros est d'ores et déjà budgétée ;
- En outre, l'adoption de plusieurs cadres temporaires pour les aides d'État (TCTF) pendant la pandémie de COVID-19 et pendant la crise du gaz, à la suite de la guerre en Ukraine a ouvert de plus grandes marges de manœuvre pour les subventions en faveur de la transition verte ;
- Enfin, une modification en 2023 du règlement général d'exemption par catégorie (GBER) a permis aux petits projets d'investissement (notamment vert) de bénéficier plus facilement et plus rapidement d'aides d'État.

L'année 2025 sera une année charnière pour l'avenir de la politique industrielle et de compétitivité pour l'UE. L'ambition et le design du fonds de compétitivité et du nouvel outil de coordination de la compétitivité ainsi que l'ampleur de la refonte de la politique des aides d'état seront déterminant pour le développement économique de l'Europe dans un contexte géopolitique conflictuel. L'IJD s'attèlera à faire des propositions pour un fonds de compétitivité ambitieux ainsi que pour des instruments d'aides d'état appropriés à une politique industrielle européenne et tirant les leçons des dernières années. Un élément clé de ces instruments seront les PIIEC, de nouveaux projets seront présentés en 2025.

RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE ET DE LA RÉSILIENCE FACE AUX CRISES.

Le début de l'année 2025 sera marqué par la mise en œuvre du nouveau pacte de stabilité et de croissance qui modifie profondément la gouvernance des politiques budgétaires nationales. L'IJD suivra cette mise en œuvre au travers de l'analyse des contenus des plans budgétaires et structurels (trajectoires budgétaires, investissements et réformes inclus) mais aussi en étudiant la manière dont les États membres adapteront leurs

cadres budgétaires nationaux suite au changement au niveau européen. Les « plans de progrès » qui remplacent les programmes de stabilité/convergence ainsi que les programmes nationaux de réforme doivent en effet être présentés le 30 avril prochain.

Par ailleurs, le programme Regroup se poursuit jusqu'en août 2025 et plusieurs chercheurs de l'Institut y sont associés et publieront ainsi des travaux sur les facteurs de risques économiques et scénarios pour l'UE ; sur la capacité budgétaire de l'Europe en réponse aux crises.

REGROUP. Renforcer la gouvernance de crise

Depuis septembre 2022, notre think tank participe au projet de recherche Horizon Europe REGROUP (*Rebuilding governances and resilience out of the pandemic*), qui a pour objet l'analyse des conséquences de la crise Covid et d'autres crises sur la gouvernance et les politiques publiques aux niveaux nationaux, européen et international.



Pour donner suite à la réalisation d'un exercice de démocratie délibérative à Paris en 2023 sur la désinformation et la confiance dans la politique dans le contexte de la crise Covid, nous participons à un 'mini-public européen' organisé à Bruxelles.

Enfin, nous commencerons le travail préparatoire pour rédiger deux « focus papers » qui se concentrent sur les leçons apprises au cours des dernières années pour renforcer la capacité budgétaire de l'UE et pour faire des recommandations vers une gouvernance économique internationale qui sera capable d'anticiper et mitiger des crises globales, en vue d'une publication en 2025.

Le projet REGROUP, est coordonné par l'université néerlandaise de Groningue. Il dure jusqu'en août 2025. Notre institut y participe avec 12 autres institutions.

QUEL BUDGET POST-2027 POUR QUELLES AMBITIONS ?

En juin 2025, la Commission européenne présentera ses propositions pour le prochain cadre financier pluriannuel 2028-2034. Ces propositions et le cadre lui-même seront élaborés dans un contexte marqué par des évolutions significatives par rapport au CFP 2021-2027. Plusieurs facteurs contextuels influenceront les priorités budgétaires de l'UE :

1. Sécurité et défense : La guerre en Ukraine a mis en lumière la nécessité de renforcer les capacités de défense de l'UE, ce qui pourrait se traduire par une augmentation des dépenses dans ce domaine. Et même si la nécessité de renforcer la sécurité et la défense est largement reconnue, les moyens à mettre en œuvre et les modalités de financement peuvent diviser comme l'a illustré le débat sur les financements « innovants » pour la défense (eurobonds ? fonds de souveraineté ? financements BEI ?)
2. Élargissement de l'UE : Les perspectives d'adhésion de nouveaux membres, notamment des Balkans occidentaux, nécessiteront des ressources supplémentaires pour soutenir leur intégration et assurer la cohésion au sein de l'Union.
3. Transitions écologique et numérique : Les engagements de l'UE en matière de neutralité climatique et de transformation numérique exigeront des investissements conséquents pour atteindre les objectifs fixés. L'importance des transitions écologique et numérique fait relativement consensus mais les discussions restent vives sur les priorités spécifiques et les niveaux de financement.
4. Résilience économique : Les leçons tirées de la pandémie de COVID-19 soulignent l'importance de renforcer la résilience économique et sociale de l'UE face aux crises futures.

Par ailleurs, les divergences restent fortes autour de la politique de cohésion (les pays

bénéficiaires des fonds de cohésion pourraient s'opposer à des réductions ou à des réallocations de ces fonds vers d'autres priorités) ou les questions de conditionnalité. Les propositions visant à lier les financements à la mise en œuvre de réformes économiques pourraient rencontrer des résistances, notamment de la part des États membres d'Europe centrale et orientale. De même, les États membres contributeurs nets pourraient plaider pour une limitation de l'augmentation du budget global, tandis que les bénéficiaires nets pourraient demander des ressources accrues.

La Commission pourrait émettre plusieurs propositions autour de l'idée de regrouper les fonds actuellement gérés en mode partagé, tels que la PAC et les fonds de cohésion, en un seul « plan national de réforme », afin de simplifier la gestion et d'améliorer l'efficacité des dépenses. La création d'un fonds dédié à la compétitivité pourrait être envisagée pour soutenir les réformes structurelles et les investissements stratégiques dans les États membres. Pour financer les nouvelles priorités sans alourdir les contributions nationales, la Commission pourrait proposer l'introduction de nouvelles sources de revenus, telles que des taxes sur le numérique ou des mécanismes d'ajustement carbone aux frontières. Enfin, afin de mieux répondre aux crises imprévues, des mécanismes de flexibilité budgétaire pourraient être renforcés ou introduits.

Dans ce cadre, l'IJD a été mobilisé pour rédiger deux papiers préparatoires d'une conférence qui se tiendra à Varsovie en février dans le cadre de la présidence polonaise de l'UE sur les enjeux de sécurité et de défense liés au prochain CFP et sur le coût de l'élargissement. Une infographie sur les coûts budgétaires liés à l'élargissement viendra compléter ce papier. Les 3 sœurs pourraient publier une prise de position sur les propositions soumises par la Commission. Deux projets de papiers sont également prévus : l'un sur la proposition de la Commission de fusionner tous les fonds actuellement gérés en mode partagé (PAC, cohésion) en un unique *plan national de réforme*. Cette initiative soulève de nombreuses questions stratégiques ; l'autre sur le projet de création d'un fonds de compétitivité européenne.

Au-delà du budget européen, nous travaillerons également sur les moyens de la mobilisation à grande échelle des investissements privés en Europe. Ce thème ressort comme clé dans les rapports Letta et Draghi. Le rapport Draghi propose notamment plusieurs pistes :

- Renforcer InvestEU : Augmenter de manière significative la garantie financée par le budget de l'UE pour permettre à la BEI et aux banques de promotion publique de réduire les risques associés à certains investissements.
- Réformer la BEI : Modifier sa gouvernance et son fonctionnement pour qu'elle puisse se concentrer davantage sur des projets à haut risque.
- Coordination des banques nationales : Améliorer la collaboration entre les banques publiques de promotion (Caisse des Dépôts, Cassa Depositi e Prestiti, KfW, etc.) afin de développer des pratiques et programmes d'investissement communs.

I Les défis sociaux, au cœur de l'agenda européen ?

L'année 2025 sera marquée par la célébration des 40 ans des accords de Val Duchesse le 31 janvier. Plusieurs initiatives ont été annoncées par la Présidente de la Commission pour les prochains mois dont la proposition au premier trimestre, d'un nouveau pacte du dialogue social européen, d'un nouveau plan d'action pour la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux, d'une stratégie européenne de lutte contre pauvreté et d'une feuille de route sur égalité femmes-hommes. La fin de l'année, si l'agenda annoncé est maintenu, devrait se traduire par la présentation de propositions pour une Union des compétences, d'un plan européen pour des logements abordables et d'une feuille de route pour des emplois de qualité.

À l'occasion du 40^e anniversaire de Val Duchesse, un policy paper (et éventuellement un Euroquestion) sera réalisé sur la relance du dialogue social européen (contribution ou réaction au nouveau pacte du dialogue social). Nous poursuivrons également nos travaux sur

la mise en œuvre du socle européen des droits avec la programmation d'un autre Euroquestion au moment de la publication du nouveau Plan d'action au premier trimestre. Sur la mise en œuvre du socle, nous approfondirons 5 questions :

La lutte contre la pauvreté au travers d'un Policy paper afin de contribuer au débat sur la première stratégie européenne de lutte contre la pauvreté

Le développement des compétences/formation tout au long de la vie au travers d'une infographie ou d'un décryptage, notamment sur la portabilité des compétences

- L'égalité femmes/hommes au travers d'une infographie sur la discrimination entre hommes et femmes en matière de santé en incluant aussi les conséquences très dommageables sur la santé des femmes (posologies inadaptées, prévention insuffisante par exemple pour les maladies cardio-vasculaires, etc.) sera mise en ligne au mois de mars.
- L'emploi de qualité par un Policy brief, contribution (ou réaction) à la feuille de route sur les emplois de qualité
- La stratégie européenne pour des logements abordables - en lien avec le JDEC si cette stratégie inclut la dimension « rénovation des bâtiments » nous pourrions faire une infographie pour éclairer cet enjeu.
- La santé des enfants avec la publication au deuxième semestre, un article sur les conséquences pour les enfants de leur exposition aux écrans sera également réalisé. C'est en effet un sujet, évoqué par le président français dans son deuxième discours de la Sorbonne en avril dernier et qui figure dans la lettre de mission du candidat commissaire Varhelyi.



L'Europe libre et démocratique

La démocratie européenne est sous pression, confrontée à la montée des régimes autoritaires, aux manipulations numériques et à l'érosion de la confiance citoyenne. La tentation illibérale et autoritaire semble se renforcer au sein des démocraties du monde entier. La réélection du Président Trump en est une illustration hors de l'Europe, tout comme l'élection de Javier Milei en Argentine, la réélection de Modi en Inde ou le renforcement récent des fidèles de Jair Bolsonaro au Brésil. L'Europe n'est pas épargnée par ces tendances, en témoigne la trajectoire de certains États membres (Hongrie, Italie etc.) ou les élections récentes en Moldavie et Géorgie, pays candidats à l'entrée dans l'UE. Pour relever ce défi, l'Union doit renforcer l'État de droit, protéger les médias indépendants et moderniser ses institutions pour les rendre plus transparentes et accessibles. Mais il s'agit aussi de réinventer le contrat démocratique européen, en donnant plus de place à la participation citoyenne et en répondant concrètement aux attentes des populations. Cet axe se concentrera sur les moyens de garantir une Europe libre, où la démocratie demeure un pilier central.

Dans cette perspective, notre Institut poursuivra en 2025 ses travaux et analyses sur la défense des valeurs politiques et de l'état de droit au sein de l'Union européenne.

I L'Observatoire politique du Parlement européen de l'IJD

Lancé à la suite du groupe de travail constitué pour les élections européennes de 2019 par Christine Verger et Pascal Lamy, cet Observatoire analyse la vie politique du Parlement européen par des publications régulières portant notamment sur les dynamiques de vote au sein des groupes parlementaires et sur les particularismes de la démocratie européenne. En 2025, ce groupe poursuivra son travail de décryptage du fonctionnement du parlement européen par la publication d'infographies mais aussi de Policy papers d'analyse de la première année du nouveau parlement issu des élections européennes.

I Le Centre Grande Europe

L'élargissement de l'Union européenne représente un défi stratégique majeur, mais également une opportunité pour renforcer son rôle sur la scène mondiale. Parmi les enjeux principaux figurent la capacité de l'UE à intégrer de nouveaux membres tout en maintenant sa cohésion interne. L'adhésion de pays des Balkans occidentaux ou de l'Europe de l'Est soulève des enjeux complexes, à la fois stratégiques, économiques et politiques. Ces pays, comme la Serbie, le Monténégro ou la Macédoine du Nord, aspirent à rejoindre l'UE pour stabiliser leurs institutions démocratiques et accélérer leur développement économique. Cependant, leur intégration implique d'importantes réformes en matière d'État de droit, de lutte contre la corruption et de protection des droits fondamentaux.

Sur le plan économique, l'UE devra soutenir la convergence des Balkans, dont les niveaux de PIB par habitant et d'infrastructures restent inférieurs à ceux des États membres. Cet élargissement répond aussi à des enjeux géopolitiques : il permettrait de renforcer la stabilité dans une région historiquement marquée par les conflits, tout en limitant l'influence de puissances extérieures comme la Russie ou la Chine. Enfin, la réussite de cette intégration repose sur la capacité de l'UE à

adapter ses institutions et son budget, tout en maintenant la cohésion interne et l'adhésion des citoyens européens à ce projet. La sécurité et la stabilité géopolitique sont également en jeu, notamment face à des tensions régionales ou à l'influence de puissances extérieures comme la Russie et la Chine. Enfin, l'élargissement doit s'accompagner d'un dialogue renforcé avec les citoyens européens, pour contrer les sentiments eurosceptiques et renforcer le soutien à ce projet ambitieux.

Le Centre Grande Europe

Soutenu par la fondation Open Society, le Centre Grande Europe est dédié aux questions de l'élargissement et de l'organisation du continent. Il porte une attention particulière aux Balkans occidentaux. En 2025, il entre dans sa troisième année de développement et il poursuivra notamment ses travaux autour des thématiques suivantes :



- Le concept d'« adhésion graduelle », en visant notamment à explorer ses déclinaisons concrètes et rapidement opérationnelles et leur adaptation aux spécificités de chaque pays candidat.
- La place des questions relatives à l'élargissement dans le débat public lors de la campagne pour les élections européennes en France et l'impact de la nouvelle composition du Parlement et de la Commission sur la poursuite du processus d'élargissement de l'UE.
- La conduite de la politique d'élargissement par la Commission européenne
- L'opinion publique en France sur les questions relatives à l'élargissement et ses évolutions
- Les évolutions internes des pays candidats, notamment des pays des Balkans occidentaux, en se focalisant particulièrement sur les pays susceptibles de pouvoir avancer le plus vite sur la voie d'adhésion (Albanie, Monténégro, Macédoine du Nord) et en analysant les obstacles qui les freinent.
- La question du lien entre l'élargissement et les réformes internes de l'UE, tant pour les institutions, que pour les politiques communes clés.
- Les processus de réconciliation, et ses difficultés, dans la région des Balkans occidentaux (mais aussi pour les pays du « Trio oriental », par ex. avec la question des relations Ukraine – Pologne).
- Les évolutions de la Communauté politique européenne et plus généralement les relations entre l'UE et les États européens qui ne sont ni membres ni candidats à l'adhésion à cette dernière, ainsi que les évolutions internes dans ces pays susceptibles d'affecter leur politique européenne.

En 2025, le CGE poursuivra ses activités de recherche autour :

- Suivi des questions d'adhésion graduelle (dont la question du statut d'État associé), notamment en vue de l'ouverture des discussions sur le futur MFF ;
- Suivi des influences externes dans la région, avec papier recommandations pour l'UE/ focus rôle de la France ;
- Suivi des dynamiques nationales, notamment dans le cadre du Balkan Hub avec prochains déplacements et donc BP à publier ;
- Promotion rapport PE sur impact budgétaire de l'élargissement

- Suivi CPE
- Suivi rapprochement UE-Royaume Uni
- Opinion publique et positions des forces politiques sur l'élargissement en France
- Autres points à suivre et à approfondir en fonction des développements :
 - poursuite des négociations d'adhésion
 - progression de la préparation des candidats
 - litiges bilatéraux
 - élections dans les pays candidats
 - situation interne des pays candidats

Divers événements académiques ou/et de sensibilisation (journées d'étude, webinaires, séminaires, conférences, ...) seront organisés dont un certain nombre d'entre eux conduiront à des actions ciblant la jeunesse :

- Partenariat avec Sciences Po – projet OFAJ Bulgarie / Macédoine
- Partenariat avec le Ministère de l'intégration européenne en Serbie – concours de dissertation des lycéens

L'Europe pour la jeunesse et la culture

La jeunesse et la culture représentent le cœur battant de l'Europe de demain. Face aux crises économiques et sociales, les jeunes Européens doivent se voir offrir des opportunités concrètes : éducation de qualité, mobilité, emplois verts et sécurisés. Dans le même temps, la culture, vecteur d'identité et de dialogue, doit être soutenue pour tisser des liens entre les peuples et stimuler l'innovation. Cet axe proposera des initiatives pour placer la jeunesse et la culture au centre de l'agenda européen, convaincus qu'ils sont les clés d'une union pérenne et solidaire.

I Académie Notre Europe



Notre Académie propose un **parcours de formation à la citoyenneté européenne à destination des jeunes de 18 à 30 ans**. Gratuit, il comprend neuf sessions mensuelles thématiques, dont un voyage à la découverte des institutions européennes.

Cette formation donne l'opportunité aux jeunes d'interagir avec des personnalités ayant construit l'Europe et propose des formats d'apprentissage innovants (ateliers, jeux de simulations, etc.). La promotion 2024-2025, lancée le 18 octobre 2024, est composée de **100 jeunes de plus de 20 nationalités différentes et aux profils variés**. Afin de permettre aux jeunes non-résidents en Ile-de-France de participer à l'Académie, nous proposons une possibilité de suivi à distance. Les jeunes qui suivent le parcours en présentiel s'engagent aussi dans des **projets pédagogiques**, notamment l'organisation d'événements, la création de contenus (podcasts, vidéos, articles, infographies, etc), l'animation de débats ou encore des interventions dans des établissements scolaires. Cette septième promotion est placée sous le signe du marché unique.

I Conférence Jacques Delors



La Conférence Jacques Delors est l'événement annuel qui clôture, depuis 2020, le parcours de l'Académie Notre Europe. Cet événement est **ouvert à tous les jeunes de 16 à 30 ans**.

L'édition 2025 aura lieu mi-juin. Cette conférence réunira, comme lors des précédentes éditions, plusieurs centaines de jeunes.

Soutenue par la Fondation Gulbenkian, la Macif et le Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, la Conférence accueille des **personnalités politiques de premier plan** et donne la **parole aux jeunes** lors d'activités participatives. Elle offre aussi un **regard culturel** sur le projet européen.

I European Agora

L'Académie Notre Europe participera à l'« European Agora », organiser cette année par l'*Academia Europea Leadership* à Barcelone, en collaboration la Scuola di Politiche de Rome. Cette Agora rassemblera 150 jeunes de toute l'Europe pour réfléchir aux priorités d'action pour l'UE pour les cinq années à venir. Ce sera la troisième édition de cet événement après la « Budapest European Agora » qui a lieu en 2019 et la « Lisbonne European Agora » en 2024. Sur quatre jours, les jeunes participants échangeront avec des décideurs et experts européens et participeront à des ateliers afin de définir un ensemble de recommandations à l'attention des institutions et décideurs européens.

I Prix du livre « Mieux comprendre l'Europe »



Cette année encore, l'Institut participera au jury et soutiendra l'organisation de ce prix qui récompense un ouvrage sur l'Europe destiné à un public lycéen.

En 2024, ce Prix est pour la première fois remis durant le Festival « Littératures européennes » de Cognac et récompense cette

année deux lauréats : le bédéiste Kokopello pour son immersion au sein des institutions européennes avec sa BD *La Tour de Babel* (Dargaud, 2024), et le diplomate Pierre Ménat, pour son essai *L'Union Européenne et la guerre* (L'Harmattan, 2024), une réflexion géopolitique sur les enjeux de défense auxquels l'Europe fait face depuis l'invasion russe de 2022 en Ukraine.

Des événements et des échanges avec le soutien de nos partenaires

Toute l'année 2024, l'Institut Jacques Delors a organisé des conférences publiques, séminaires d'experts et rencontres de haut niveau, en étroite collaboration avec ses partenaires financiers, auprès desquels elle fait valoir son expertise européenne indépendante.



Ce projet reçoit des financements du programme Citizens, Equality, Rights and Values Programme (CERV) de la Commission européenne sous le numéro Project 101104850 – IJD 2024.

